



L'édito de Natacha

La corruption est une gangrène qui ronge la société qu'elle affecte. C'est la régression de la société vers une organisation tribale, la guerre de tous contre tous et le règne de la débrouille. Et cette réalité promet d'affecter l'Europe dans les deux ou trois décennies qui viennent, souligne *Natacha Polony*, Directrice de la rédaction de *Marianne*.

« *Corruption* du latin *corrumpere*, détruire complètement. La corruption est, étymologiquement, une altération profonde, une destruction intérieure, un processus qui ronge l'objet jusqu'au tréfonds de ses entrailles. Quiconque s'intéresse à l'état des sociétés, partout dans le monde rencontre la corruption ce mal endémique.

Évidemment, on peut se rassurer en observant une carte de Transparency International. Les pays dits occidentaux se classent en tête du classement des pays les plus vertueux, pays scandinaves en tête. On peut donc tranquillement se dessiner une carte du monde à la manière des néoconservateurs, le « camp du Bien » des belles démocraties gouvernées par l'État de droit face à l'océan des autocraties, dictatures et autres démocraties illibérales.

Les choses se compliquent un peu quand on entre dans les détails et que l'on constate par exemple que ces pays des Balkans occidentaux que l'Union européenne veut à toute force intégrer, tout comme la Géorgie ou l'Ukraine, sont dans les bas-fonds du classement avec des scores pour le moins inquiétants. Les dirigeants occidentaux se gardent bien pour l'instant de se demander si tous les armements qu'ils envoient sur le front ukrainien y arrivent effectivement et ce qu'il adviendra, une fois la guerre finie, quand il s'agira de récupérer les matériels disséminés.

Une urgence après l'autre. Et puis, après tout, nous avons au sein même de l'Union des pays dont la place dans le classement laisse penser que les bienfaits des normes européennes ne sont pas encore totalement parvenus à contrebalancer les habitudes locales.

Qui voyage en Roumanie se voit assez facilement raconter comment les subventions européennes qui abondent sur quelque projet que ce soit grâce à la générosité des contribuables allemands, français et italiens, sont immédiatement ponctionnées, à hauteur d'un cinquième ou d'un quart, au bénéfice de la mafia locale. Le citoyen français qui peste contre la fermeture du tribunal ou de l'hôpital de sa ville, faute de moyens de l'État, aurait quelques raisons de s'agacer.

LE FAUX NEZ D'UNE GUERRE ÉCONOMIQUE

Pour autant, il ne serait pas illégitime de considérer que l'intégration à des normes européennes permet petit à petit de lutter contre cette gangrène et d'établir des règles transparentes. Encore faudrait-il que cela soit financé grâce à la participation de tous et non pas sur le dos des classes moyennes pendant que les multinationales profitent de la libre circulation des capitaux pour échapper à l'impôt.

Encore faudrait-il également que la lutte contre la corruption ne soit pas le faux nez d'une guerre économique dans laquelle il s'agit avant tout d'éliminer des concurrents. L'extra-territorialité du droit américain s'est développée au nom de la lutte contre la corruption et les possibles pots-de-vin permettant à des grandes entreprises d'obtenir des marchés dans des pays aux pratiques douteuses, mais elle a surtout permis au Trésor américain de condamner des entreprises européennes à des amendes faramineuses ou d'en menacer leurs dirigeants pour les forcer à vendre. Pour autant, au-delà des postures et des instrumentalisation, un constat s'impose, et il nécessite de **lever deux tabous**.

Le Constat, le voici : la corruption est une gangrène qui ronge la société qu'elle affecte. Quand les règles ne sont pas les mêmes pour tous, quand la loi ne garantit pas aux plus méritants qu'ils obtiendront leur dû, il n'est plus de démocratie possible. Quand l'État perd du terrain les individus n'ont plus comme solution, pour échapper à l'emprise de la corruption, celle d'un petit fonctionnaire comme celle d'un puissant, qu'à s'en remettre à un protecteur.

La corruption, c'est la régression de la société vers une organisation tribale, c'est la guerre de tous contre tous et le règne de la débrouille.

RISQUE DE RÉGRESSION DÉMOCRATIQUE. LES DEUX TABOUS

Le premier : Il n'y aura pas de développement de l'Afrique dans l'état actuel des choses. Le continent est rongé par la corruption et les récents coups d'État ont sonné le glas des quelques progrès qui avaient pu être faits en la matière. L'Occident pourra déverser son aide au développement, il ne fera qu'arroser le désert et des millions de jeunes gens continueront à penser qu'il leur est interdit de rêver à un avenir meilleur dans le pays qui les a vus naître, puisque cet avenir ne dépendra pas de leur intelligence, de leur courage ou de leur volonté, mais du bon vouloir d'un fonctionnaire, d'un policier ou d'un élu à qui il aura fallu graisser la patte. C'est cette réalité qui promet d'affecter l'Europe dans les deux ou trois décennies qui viennent, alors que la Méditerranée est déjà un cimetière et que les sociétés européennes, même les plus accueillantes, sont déstabilisées par l'immigration venue d'Afrique.

Le second : Le trafic de drogue a pris une telle ampleur en Europe de l'Ouest que la corruption, que l'on croyait désormais marginale, touche de plus en plus d'élus et de fonctionnaires. Les sommes en jeu sont telles que l'économie parallèle est en passe de devenir hors de contrôle. Le risque de régression démocratique est là. Les élites occidentales n'ont visiblement pas compris que la dérégulation, la libre circulation des flux de capitaux et des marchandises, ne permet pas seulement l'enrichissement de ceux qui peuvent en jouer, mais aussi le contournement des lois et l'affaiblissement des États. Il aura fallu quarante ans pour constater les dégâts.

Combien pour rebâtir ? »